

## **Les relations Chine-Japon.**

### **Dialectique de la domination économique et de la puissance stratégique**

**Claude Meyer**, Sciences Po (GEM- Groupe d'économie mondiale)

**Dernier ouvrage paru** : *Chine ou Japon : quel leader pour l'Asie ?*, Presses de Sciences Po, 2010. Traduit en chinois (SSAP), en japonais (Jiji Press Publications) et prochainement en anglais (Hurst / Columbia University Press).

En septembre 2010, il a suffi d'un incident naval apparemment mineur pour déclencher entre la Chine et le Japon une crise diplomatique aigüe avec suspension de contacts à haut niveau et embargo chinois sur les exportations de terres rares vers le Japon. Ces tensions récurrentes sur fond de contentieux historique et de différends territoriaux résultent essentiellement d'ambitions stratégiques antagonistes, à un moment où le processus d'intégration régionale s'accélère en Asie.

Pékin et Tokyo se disputent la suprématie dans cette région qui en 2030 comptera avec l'Inde trois des quatre premières puissances économiques au monde. Aux yeux de beaucoup, la compétition paraît cependant inégale entre une Chine conquérante et un Japon perçu comme happé par la spirale du déclin. Un tel pessimisme sur le futur de l'archipel me paraît tout aussi hasardeux et excessif que ne le fut jadis la vision d'un Japon invincible. Il est sans doute plus exact de parler d'un Japon résilient face à une Chine effectivement conquérante, mais qui est elle-même confrontée à de très lourds défis.

Aucune des deux puissances dominantes en Asie ne peut prétendre actuellement à un leadership global, à la fois économique et politique. Le Japon reste le leader économique mais sa Constitution pacifiste le prive de certains atouts qui donnent l'avantage à la Chine sur le plan stratégique. Inversement, cette dernière s'efforce de combler son retard économique pour s'imposer à terme comme l'unique puissance dominante en Asie. L'avenir de la région se joue donc dans cette dialectique entre domination économique et puissance stratégique qui structure la relation entre les deux pays.

#### **Le Japon, leader économique et technologique de l'Asie**

Le dépassement du PIB japonais par la Chine en 2010 représente un tournant symbolique mais il est dans l'ordre des choses, compte tenu d'une population active dix fois supérieure en Chine. Ce dernier point doit être gardé à l'esprit car il donne la mesure de l'énorme écart de productivité qui sépare les deux pays, et pour longtemps encore. Certes l'économie japonaise présente de médiocres perspectives de croissance en raison du déclin démographique, de l'endettement public et surtout d'un déficit chronique de gouvernance politique. Mais la Chine est elle-même vulnérable, car elle souffre d'une triple dépendance à l'égard de l'étranger en termes de marchés, d'approvisionnements et de technologies.

Le fait marquant de la dernière décennie a été l'intégration croissante des deux économies qui a profondément modifié la configuration régionale. Le Japon a été le principal bénéficiaire de l'expansion commerciale de la Chine, désormais son premier partenaire. Les

échanges sino-japonais, qui ont doublé depuis 2000, sont pratiquement équilibrés grâce à la complémentarité des avantages comparatifs : avance technologique pour le Japon, coût du travail pour la Chine. Cette complémentarité entraîne une interdépendance, où le Japon semble le plus vulnérable car la Chine est son premier marché. Pourtant la dépendance est sans doute plus forte du côté de la Chine car les produits technologiques qu'elle importe du Japon (composants, machines, etc.) conditionne largement son intégration dans les réseaux de production en Asie.

Le Japon se situe en effet au cœur technologique du « circuit intégré » de l'Asie émergente et son influence a été déterminante dans la structuration industrielle de l'espace asiatique dont il a largement financé le développement. Son leadership industriel, technologique et financier s'impose dans la région à travers un réseau très dense de banques et d'entreprises, soutenues par une active diplomatie économique. Mais cette suprématie est-elle durable ? Selon les prévisions de Goldman Sachs, la Chine deviendrait la première économie au monde vers 2030 et son poids économique représenterait quatre fois celui du Japon, alors relégué au rang de puissance moyenne. Cependant la compétition entre les deux pays n'est plus désormais celle du poids économique mais celle du leadership en termes d'innovation et de créativité. L'archipel dispose, face à la Chine, d'une formidable avance technologique, fondée sur un système d'innovation permanente. Il réalise près de 20% des dépenses de recherche-développement (R&D) dans le monde, alors qu'il ne compte que 2 % de la population mondiale. Il y consacre 3,6 % de son PIB contre 2,3 % en moyenne dans l'OCDE et 1,4 % en Chine. Il est de loin champion du monde devant la Suisse en « densité technologique », à savoir le nombre de brevets rapporté à la population. Il excelle dans la microélectronique et les nanotechnologies mais aussi dans la fusion de technologies (mécatronique, optronique, etc.). Outre le développement de nouveaux produits, il s'impose aussi dans l'optimisation des *process* industriels. Certes des signaux d'alerte rappellent la vigueur de la concurrence asiatique et les ambitions de la Chine. Il faut cependant rappeler l'extrême dépendance dans laquelle se trouve encore cette dernière vis-à-vis des technologies étrangères, qui représentent 60% à 70% de de l'arsenal technologique du pays. Le rattrapage progresse rapidement dans certains domaines à forte visibilité internationale (spatial, aéronautique, énergie solaire, ferroviaire, véhicules propres, etc.) mais la recherche fondamentale reste sous dimensionnée. La Chine a donc une « longue marche » à accomplir avant d'approcher le niveau technologique atteint par le Japon et à plus forte raison menacer son leadership, qui ne semble pas devoir être remis en cause avant une bonne quinzaine d'années. Pour la Chine, l'enjeu du rattrapage technologique est capital : c'est la condition pour que sa suprématie sur le plan stratégique se traduise en leadership global dans la région.

### **Avantage à la Chine sur le plan stratégique**

Sur le plan stratégique, la Chine dispose de deux atouts maîtres qui font défaut au Japon, l'arme nucléaire et un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. L'ambition de suprématie en Asie s'intègre donc pour Pékin dans une logique de puissance globale. Superpuissance en devenir, la Chine entend à terme contester l'hégémonie américaine et peser sur l'ordre du monde dans un dialogue d'égal à égal avec les États-Unis. De ce point de vue, sa rivalité avec le Japon est en quelque sorte oblique, dans la mesure où le renforcement de son influence en Asie a pour but final l'affirmation de sa stature internationale. Sa diplomatie très volontariste dans la région vise principalement trois objectifs : stabilisation des frontières, sécurité régionale et partenariats économiques.

Pour sa part, le Japon a pris conscience de l'impasse d'un positionnement international axé sur la seule puissance économique qui le condamnait à demeurer un « géant économique et nain politique ». Il aspire à une sorte de « normalisation » qui lui permettrait de déployer une action diplomatique et des capacités de défense à la mesure de son poids économique. Cependant son positionnement reste singulier tant du point de vue géographique que stratégique : tiraillé entre l'Asie et l'Occident, il a de surcroît renoncé au droit souverain d'assurer sa propre sécurité. Du coup, sa politique étrangère est peu lisible car elle oscille entre régionalisme et multilatéralisme ; son positionnement international est écartelé entre sa dépendance structurelle à l'égard des États-Unis pour sa défense et sa volonté d'autonomie de grande puissance civile au service des biens publics mondiaux. Le « retour » vers l'Asie initié au début des années 1990 se traduit selon trois grands axes diplomatiques dans la région : diplomatie économique, intégration régionale et maintien de la paix. Face aux menaces coréenne, voire chinoise, il renforce son arsenal défensif conventionnel mais le Traité de sécurité avec les États-Unis reste sa meilleure protection. Au plan mondial, le dilemme du Japon est de concilier son pacifisme et l'ambition d'être reconnu comme puissance globale au même titre que la Chine, mais sur un plan différent. Il concentre ses efforts sur la promotion des biens publics mondiaux dans le cadre de l'ONU: sécurité humaine, maintien de la paix et respect de l'environnement. A ce titre il réclame légitimement un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, mais ses aspirations à un rôle régional et mondial achoppent sur sa Constitution pacifiste qui le prive de la puissance stratégique.

### **Quel leader pour l'Asie ?**

La Chine a le potentiel d'une superpuissance mais aussi une claire vision de la place qu'elle veut occuper dans le monde de demain. Si elle comble son retard technologique et si elle maintient au rythme actuel son expansion économique, son dynamisme diplomatique et la modernisation de ses forces armées, sa domination globale pourrait alors s'imposer en Asie. Le Japon espère que son leadership technologique et l'affirmation de son rôle régional lui permettront de contenir ces ambitions chinoises, du moins durant les deux prochaines décennies. Entre les deux géants asiatiques, la convergence provisoire des intérêts économiques n'éclipse jamais l'animosité et la méfiance mutuelles, comme l'a montré la crise des îles Senkaku/Diaoyutai. Contentieux historiques et montée des nationalismes les séparent, mais plus encore, leur vision de l'avenir et leurs ambitions rivales pour l'Asie de demain. Les deux pays occupent une position inverse dans la relation dialectique entre domination économique et puissance stratégique : chacun dispose d'atouts pour revendiquer la suprématie en Asie mais aucun des deux pays n'en réunit actuellement les conditions à la fois sur le plan économique et stratégique. On pourrait rêver d'un couple sino-japonais qui serait la pierre angulaire de la construction régionale comme le fut en Europe le couple franco-allemand mais le travail de mémoire qui a conduit à la réconciliation franco-allemande n'a eu lieu ni en Chine ni au Japon, ce qui rend problématique un tel partenariat entre les deux pays. Le plus probable pour les deux prochaines décennies reste le partage du leadership sous une forme instable et souvent conflictuelle. Le Japon maintiendra sa suprématie technologique et financière mais sera progressivement talonné par la Chine. Le réalisme imposera provisoirement aux deux puissances dominantes un tel co-leadership : au Japon la primauté économique et financière, à la Chine le domaine politique et stratégique. Ce leadership partagé, par nature conflictuel, prendra fin lorsque la Chine aura rattrapé puis évincé le Japon comme économie dominante de la région. S'ouvrira alors vers 2030 une seconde séquence avec l'émergence d'un nouvel ordre régional dont l'équilibre dépendra de la configuration d'une hypothétique Communauté asiatique. Un scénario pour cette seconde étape est développé dans l'ouvrage précité, malgré les incertitudes qu'implique ce type d'exercice.